

# L'Humanité



# le Rouge

Proletaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi  
27 octobre 1976

No 554

1,50 F

B.P. 61  
75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72  
La Source

Commission paritaire  
No 57952

## Présidentielles américaines

### DES «GAFFES REVELATRICES»

A la veille de la clôture du grand cirque électoral américain, la bataille se fait encore plus âpre entre les deux gangsters engagés dans la course à la Maison blanche. Les promesses hypocrites se multiplient à l'égard des revendications des différentes couches de la population américaine. On sait bien pourtant, d'ores et déjà, que quel que soit le vainqueur, c'est au seul service des intérêts impérialistes des monopoles américains qu'il dépensera toute son énergie.

Il est toutefois une catégorie de personnes à propos desquelles on ne peut pas reprocher aux candidats américains de dispenser de bonnes promesses : ce sont les peuples des pays de l'Est, actuellement sous la botte du social-impérialisme russe. Après la tranquille déclaration de Ford affirmant que «tant qu'il y aura une administration Ford, il n'y aura pas de domination soviétique sur les pays de l'Est», c'est au tour de Carter d'annoncer que s'il accédait à la Maison blanche, «il ne jugerait pas une éventuelle invasion par l'URSS de la Yougoslavie comme justifiant une riposte militaire américaine». Bref les deux candidats rivalisent d'émulation dans l'application de la fameuse «doctrine Sonnenfeldt» qui reconnaît la domination impérialiste de l'URSS sur l'Europe de l'Est comme un fait accompli. Carter s'est même fait, à cette occasion, l'apôtre du «pacifisme» et de la «bonne volonté» des bellicistes russes en insistant sur l'aspect «hautement improbable» d'une telle agression.

Rien ne peut plus réjouir ce nouvel Hitler qu'est Brejnev que ces certificats de bonne conduite qui lui sont signés par son rival américain. Le chantage à la guerre de l'URSS la supériorité militaire qu'elle acquiert à marche forcée, et sur le dos du peuple soviétique, des peuples des pays de l'Est et du tiers monde, se révèlent ainsi payants pour elle.

(Suite page 2)

## Afrique du Sud

# INSURRECTION PERMANENTE A SOWETO

Dans l'immense bidonville proche de Johannesburg, l'insurrection est maintenant pratiquement permanente. Les patriotes africains font de l'enterrement de ceux des leurs qui sont tombés sous les gourdin et les balles des racistes, de nouvelles manifestations de lutte.

C'est ainsi que dimanche, 4 000 travailleurs africains se rassemblaient derrière le cercueil d'un jeune étudiant de l'université noire Zoulouland. De nombreux tracts d'appel à la révolte circulaient parmi les

sinés et 51 blessés au cours des très durs affrontements qui ont suivi. Mais leur sang ne peut que renforcer la volonté farouche des patriotes africains de se libérer du joug des racistes.

Pendant pied devant la vague montante des luttes africaines, les racistes sud-africains se dépêchent de mettre en application leur politique de pseudo-indépendance des Bantoustans. Mais la manœuvre est si pitoyable qu'aucun État, y compris les USA et la Grande-Bretagne, n'a encore accepté de s'engager à reconnaître l'«indépendance» du Transkei.

La libération que réclame les patriotes africains, ce n'est pas celle de servir d'esclaves dans les mines, les usines et les plantations des blancs en dehors des réserves où ils sont parqués, c'est celle de vivre enfin libres et responsables de leur propre sort.



Les lycéens défient les gourdins des policiers racistes.

manifestants qui défilaient le poing levé, symbole de la coïère africaine et de sa volonté de lutte.

Comme chaque fois aussi, la police raciste armée de carabines et de mitraillettes est intervenue brutalement pour disperser la manifestation. Mais cette fois-ci encore c'est à coups de briques et de moellons qu'elle a été accueillie.

Trois patriotes africains ont été assas-

A Clermont-Ferrand, pour s'opposer  
aux réductions d'horaires avec  
pertes de salaires,

## Occupation de l'imprimerie Mont-Louis

L'imprimerie Mont-Louis est une filiale de la SNEP, Société nationale des entreprises parisiennes. Selon les derniers chiffres officiels, cette imprimerie, installée à Clermont-Ferrand, employait 503 travailleurs, dont une majorité de jeunes. Dans le collège ouvrier, 60 % sont syndiqués, à la Fédération française des travailleurs du livre CGT (FFTL-CGT), seul syndicat représenté dans l'entreprise.

Récemment les travailleurs prenaient connaissance d'un plan de restructuration de l'entreprise qui prévoyait 150 licenciements. Et, comme pour confirmer à tous cette menace, la direction décidait de frapper les travailleurs de réductions d'horaires avec pertes de salaires. C'était la goutte qui faisait déborder le vase.

C'est contre ces réductions d'horaires que s'engageait la lutte. Le jeudi 14 octobre, la grande majorité des ouvriers du labour se mettaient en grève, reconductible, sur les revendications suivantes :

- 10 points uniformes pour l'ensemble du personnel, à titre de rattrapage pour les pertes de salaires occasionnées par les réductions d'horaires ;
- rattrapage du point parisien, les travailleurs exigent que leur salaire, en province, soit aligné sur celui de leurs camarades à Paris ;
- refus des mutations arbitraires auxquelles la direction voudrait procéder dans toute la boîte pour empêcher la lutte ;
- 6e semaine de congés payés, déjà appliquée dans une autre filiale de la SNEP, parisienne cette fois, l'imprimerie Paul Dupont ;
- et le paiement des jours de grève.

(Suite p. 3)

## Il y a trente-cinq ans

# Châteaubriant

Le 22 octobre 1941, 27 communistes étaient assassinés à Châteaubriant. Ces assassinats accomplis conjointement par la gendarmerie française et les nazis à la demande des occupants nazis, furent facilités avec zèle par la bourgeoisie collaborationniste de l'époque, sous la direction du ministre de l'Intérieur le sinistre Pucheu (1).

En désignant ces communistes au peloton d'exécution, c'était une occasion inespérée pour la bourgeoisie collaborationniste de se venger des inlassables militants qui avaient contribué à l'organisation de la classe ouvrière, qui l'avaient dirigée dans la lutte pour ses revendications, qui avaient organisé le soutien et participé à la lutte contre le fascisme en Espagne.

En assassinant Charles Michels (2), Jean-Pierre Timbaud (3), Jean Poulmarch (4), Jean Grandel (5) et leurs camarades, la bourgeoisie éliminait des patriotes qui avaient activement participé à la lutte de libération nationale et antifasciste, mais aussi des communistes remettant en cause son pouvoir, des com-

munistes luttant pour le socialisme.

Car ces dirigeants du PCF n'étaient pas de ceux que nous connaissons actuellement.

- Dans leurs entreprises, ils ne négociaient pas les licenciements, ils les refusaient.

- Ils ne réalisaient pas une unité factice par des discussions de pontes syndicaux, ils la réalisaient à la base et dans l'action.

- Ils ne méprisaient pas les travailleurs, leur refusant le droit de prendre en charge leurs affaires, bien au contraire, ils pratiquaient la démocratie prolétarienne et syndicale.

- Ils ne révaient pas de replâtrer l'État bourgeois, leur but était de le détruire pour instaurer la dictature du prolétariat.

- Ils ne pliaient pas devant Hitler mais prenaient la tête de la lutte de libération nationale alors qu'aujourd'hui ceux qui usurpent leur mémoire sont des agents de ce nouvel Hitler qu'est Brejnev.

Ils ne ressemblaient décidément en rien aux actuels dirigeants du PCF. A ce Marchais (ancien volontaire du travail en

Allemagne) défendant aux militants de chanter la «Jeune garde» qu'entonna le jeune communiste de 17 ans Guy Mocquet avant d'être assassiné.

Aujourd'hui en France, les authentiques communistes, fidèles aux enseignements marxistes-léninistes, doivent s'inspirer de l'exemple militant des 27 martyrs de Châteaubriant, en luttant pour la révolution prolétarienne et le socialisme, garanti par la dictature du prolétariat.

Notes :

(1) Ancien militant de l'Action française, polytechnicien lié aux grands milieux industriels et financiers. Lors de son jugement, il se trouva certains dirigeants de la «France libre» pour s'apitoyer sur le «cas Pucheu».

(2) Charles Michels, député communiste du 15e, ancien secrétaire de la Fédération CGT des cuirs et peaux.

(3) J. P. Timbaud, secrétaire CGT des métallos de la région parisienne.

(4) J. Poulmarch, secrétaire CGT des produits chimiques de la région parisienne.

(5) Ex-secrétaire CGTU des postiers, ex-combattant des Brigades internationales (responsable du service post postal), maire de Gennevilliers.

## Italie

## LES NUAGES SOMBRES S'ACCUMULENT POUR LES ENNEMIS DU PROLETARIAT

Rien ne va bien en Italie pour les monopoles exploitants et les révisionnistes du PCI qui volent au secours du capitalisme en difficulté.

Leurs affaires ne s'arrangent guère d'abord puisque l'Italie continue à s'enliser de plus en plus rapidement dans une crise économique sans précédent. Malgré l'impopularité de son plan d'austérité, le gouvernement a été obligé d'annoncer un nouveau train de hausse des prix. Après la hausse des produits pétroliers, des services postaux et ferroviaires, des taxes de circulation et le blocage partiel des salaires, c'est le tour de l'électricité et du téléphone.

Comme en URSS, les boucheries seront désormais fermées à dates fixes pour réduire la consommation de viande importée.

30 000 ouvriers et employés de la Montefibre, filiale du groupe «Montedison», ne percevront en octobre que 40 % de leur salaire, l'entreprise étant en difficulté de paiement. Pour

des milliers d'employés municipaux ou des administrations provinciales comme à Venise ou à Lucques (municipalité aux mains des révisionnistes), l'affaire est encore plus grave : il n'y a plus d'argent dans les caisses pour les payer. Quand les 8 300 employés municipaux se sont présentés vendredi, l'administration révisionniste leur a déclaré tout de go qu'elle n'avait pas une lire des 3,5 milliards nécessaires pour les payer.

Face à cette situation en forme de catastrophe économique, les directions syndicales rivalisent de zèle pour venir au secours des monopoles italiens. Elles ont ainsi proposé leur propre plan d'austérité, «plus sévère et plus rigoureux» que celui du gouvernement, «mais qui peut être accepté par les travailleurs car il est plus juste». Elles réclament aussi une «meilleure répartition des sacrifices» pour «une véritable défense de notre monnaie et une reprise économique». Bruno Trentin, membre du Comité central du parti révisionniste, résumait ainsi «l'op-

position» de son parti au plan d'Andreotti : «L'austérité décidée n'est pas assez sévère et elle ne sert à rien».

La classe ouvrière italienne connaît ainsi de façon accélérée le vrai visage de ceux qui prétendent parler en son nom et s'évertuent à lui faire se serrer la ceinture pour le plus grand profit des capitalistes. Et elle accepte très mal cette situation. Les grèves

«sauvages» et manifestations de rues se multiplient à travers toute l'Italie, en contradiction avec les directives des centrales syndicales.

D'après les rumeurs qui courent, de nombreuses réunions de cellules et de fédérations du PCI sont particulièrement houleuses en ce moment, des communistes sincères encore fourvoyés dans le PCI acceptant difficilement l'hommage public

du chef du gouvernement «au sens des responsabilités dont fait preuve Berlinguer» pas plus que les déclarations du membre du CC du PCI Amendola affirmant que «la lutte contre l'inflation est un devoir de chaque citoyen» et que «la classe ouvrière doit supporter des sacrifices».

Décidément, les angoisses des capitalistes et des révisionnistes italiens sont loin d'être terminées.



Italie : Les travailleurs disent non à tous les plans d'austérité, celui d'Andreotti, comme celui de Berlinguer.

### DES «GAFFES REVELATRICES»

(Suite de l'éditorial)

L'impérialisme US, affaibli, se dérobe, fait des concessions au social-impérialisme russe qui avance de plus en plus ouvertement ses pions à travers le monde.

Mais il ne cesse pas d'espérer prendre sa revanche pour autant.

Les négociations sur «la réduction des forces armées en Europe centrale» qui se déroulent depuis 3 ans à Vienne entre les deux supergrands n'ont encore accouché que du vent. Pendant ce temps URSS et USA accumulent fébrilement un énorme matériel de guerre. La réalité des faits, c'est cet armement agressif qui se multiplie et non les paroles de paix que les deux superpuissances s'accordent à prononcer dans l'espoir de tromper les peuples du monde, d'Europe en particulier, et leurs propres peuples.

Mais les écrans de fumée sont éphémères. Tous les peuples menacés par la rivalité acharnée des deux superpuissances en Europe et dans le monde comprennent de mieux en mieux quelles sont leurs intentions secrètes. Ils sont donc mieux armés pour préparer la riposte à y apporter.

## Un important commentaire de «Chine Nouvelle»

### La position offensive des nouveaux tsars contient les germes de leur défaite

L'agence «Chine nouvelle» publie, en date du 21 octobre, parmi de nombreuses autres dénonciations précises des méfaits du social-impérialisme russe à travers le monde, un important commentaire soulignant la riposte des peuples qu'il opprime.

A l'heure où bourgeois et révisionnistes spéculent à grands fracas sur une possible modification de la ligne politique révolutionnaire du Parti communiste chinois à l'égard du social-impérialisme russe, cet article — que nos «sinologues» hystériques ont passé sous silence — est une excellente riposte à cette campagne. Soulignant la faiblesse intrinsèque de l'ennemi et la force des peuples, il est aussi une brillante leçon d'optimisme révolutionnaire. En voici quelques extraits.

«... L'histoire et la réalité attestent que les nations et les peuples opprimés dans leur lutte contre l'hégémonie et l'agression grandissent toujours, de faibles deviennent forts, et en dépit de difficultés et de reflux temporaires, remportent la victoire finale ; tandis que l'hégémonisme impérialiste passe invariablement de la puissance à la faiblesse, agit en tyran pendant un certain temps, puis décline et finit par la ruine.

L'agression et l'expansion auxquelles se livrent les nouveaux tsars exacerbent les contradictions fondamentales dont est la proie le social-impérialisme soviétique.

A l'intérieur du pays, le ... entre une poignée des capitalistes monopolistes bureaucratiques que représente Brejnev d'une part et la classe ouvrière et le peuple de diverses nationalités de l'autre est devenu plus aigu que jamais. La course effrénée aux armements et la militarisation de l'économie du pays pèsent d'un poids énorme sur le dos des travailleurs soviétiques. Ainsi le «joug exercé par une poignée de monopolistes sur le reste de la population devient cent fois plus lourd, plus tangible,

plus intolérable» (Lénine : «L'impérialisme, stade suprême du capitalisme»).

L'exploitation impitoyable et la répression fasciste du peuple par la clique Brejnev ont rendu les antagonismes de classes et les conflits entre nationalités plus aigus que jamais et ont approfondi la crise politique et économique. Les actes de résistance de la classe ouvrière et de certaines nationalités ne se comptent plus. En fait, les nouveaux tsars se trouvent assis au sommet d'un volcan proche de l'éruption.

Le social-impérialisme soviétique pratique l'agression, l'expansion, l'exploitation et le pillage partout dans le tiers monde, se plaçant ainsi dans une position diamétralement opposée à ces pays et peuples. Pour sauvegarder leur indépendance nationale et leur souveraineté d'Etat, pour défendre leurs ressources naturelles et leurs droits et intérêts économiques, les pays et les peuples du tiers monde ont mené une lutte résolue sous diverses formes contre le social-impérialisme soviétique, en assenant des coups directs à son agression, en coupant les griffes de sa subversion et de

son infiltration, en abrogeant des traités passés avec lui, en chassant son personnel militaire, en démantelant ses bases militaires, en rejetant son «aide», en ne se laissant pas abuser, et en dénonçant ses visées trompeuses et condamnant ses crimes hégémonistes. La lutte vigoureuse des pays et des peuples du tiers monde contre le colonialisme, l'impérialisme et l'hégémonisme déferle avec impétuosité, et frappe avec une force croissante le social-impérialisme soviétique.

Le mécontentement, la résistance et la vigilance des pays du second monde contre le social-impérialisme soviétique augmentent sans cesse. Les nouveaux tsars exercent dans les domaines politique, économique, militaire et des affaires extérieures, par le biais du Pacte de Varsovie, du Conseil d'entraide économique et d'une série de traités et d'accords bilatéraux, un plein contrôle sur certains pays d'Europe de l'Est et maintiennent leur domination coloniale à l'aide de 500 000 soldats soviétiques dont pâtissent les peuples d'Europe de l'Est. Mais plus l'oppression est dure, plus la résistance est vive. Les peuples d'Europe de l'Est indignés ont déclenché à maintes reprises des vagues de luttes militantes qui ont jeté la clique de Brejnev dans la panique. L'Europe de l'Est n'est absolument pas un paradis pour les nouveaux tsars colonialistes, mais bien une poudrière qui peut exploser à tout moment. Face à cette réalité incontestable de la menace soviétique, les pays d'Europe occidentale ont élevé leur vigilance, renforcé leur défense, fait de nouveaux progrès dans leur lutte commune contre l'hégémonisme. Les for-

ces défavorables à l'apaisement sont en train de monter. C'est là un courant qui ne pourra être détourné par aucune intimidation ni duperie des nouveaux tsars.

Dans le premier monde, la rivalité entre le social-impérialisme soviétique et l'impérialisme américain est devenue plus intense. Les Etats-Unis veulent protéger leurs intérêts acquis partout dans le monde, tandis que l'Union soviétique recherche une expansion universelle. Rien ne pourra modifier cette situation. La poursuite de la rivalité acharnée entre les deux superpuissances hégémoniques, l'Union soviétique et les Etats-Unis, conduira un jour à la guerre.

Le président Mao a indiqué : «Considérés dans leur essence, du point de vue de l'avenir et sous l'angle stratégique, l'impérialisme et tous les réactionnaires doivent être tenus pour ce qu'ils sont : des tigres en papier.» «L'Union soviétique révisionniste en est un également.» Le social-impérialisme soviétique qui a une apparence puissante et les dents longues ne peut en réalité effrayer que les gens aux nerfs fragiles. Dans le monde entier, nous constatons que les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération et les peuples veulent la révolution — c'est d'ores et déjà une tendance irrésistible de l'histoire, tandis que le social-impérialisme, en «position offensive», se livrant à l'agression et à l'expansion à l'étranger, est étroitement encerclé par les peuples du monde. Tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, les nouveaux tsars qui se débattent dans des crises inextricables connaîtront l'échec complet s'ils s'avisent de déclencher envers et contre tout une guerre mondiale.

## nouvelles intérieures

## Clermont-Ferrand

OCCUPATION DE  
L'IMPRIMERIE MONT-LOUIS

(suite de la p. 1)

C'est par un vote à bulletins secrets que les ouvriers avaient décidé la grève. Après une réunion de conciliation bidon le 16 octobre, c'est à nouveau à bulletin secrets que la grève devait être reconduite en assemblée générale. Les travailleurs refusant

pendant de faire usage de l'isoloir (!) mis en place par la direction syndicale... Le jeudi 21, les travailleurs organisaient une manifestation. Le lendemain ils votaient à nouveau la continuation de la grève, mais cette fois à mains levées.

Jusqu'à une cinquantaine de travailleurs refusaient de se mettre en grève. Les grévistes décidaient en conséquence de bloquer complètement l'usine. Ils commençaient à occuper, nuit et jour, l'imprimerie.

De premières initiatives étaient prises pour populariser la lutte. Les travailleurs téléphonaient par exemple à l'IMRO, l'imprimerie rouennaise, le jeudi 21. Ils en profitaient pour manifester leur soutien aux travailleurs de l'IMRO, parmi lesquels six ont été exclus de la CGT et déclaraient être décidés à poser des questions à la direction de la FFTL-CGT sur cette affaire, tout en continuant de recueillir des informations auprès des travailleurs de l'IMRO eux-mêmes.

Les représentants de SCPC et de Copono-Book, qui tentent d'impulser la coordination des luttes contre les licenciements dans la région de Clermont-Ferrand, devait par ailleurs se rendre à Mont-Louis. La nécessité de coordonner toutes les luttes sur l'emploi est d'ailleurs de plus en plus ressentie par les travailleurs dans la région.

lisme.

Certains politiciens, ayant déjà fait leurs preuves dans les gouvernements de la 5e République, ont d'ores et déjà choisi «l'Union de la gauche». Ils espèrent qu'elle sera capable de faire accepter plus facilement des sacrifices aux travailleurs, de s'opposer plus efficacement aux luttes populaires, de faire régner l'ordre de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Un amiral et un ministre  
rejoignent la «gauche»LES RALLIES DU  
«PROGRAMME COMMUN»

Dimanche, l'ex-amiral Sanguinetti, frère de l'ancien secrétaire général de l'UDR ainsi que Léo Hamon, ancien ministre de De Gaulle et de Pompidou, ont annoncé leur ralliement ouvert à l'Union de la «gauche».

C'est là une nouvelle manifestation des contradictions qui agitent les milieux politiques bourgeois sur la tactique à adopter pour perpétuer l'existence du capita-

QUAND DASSAULT VA  
AU DEVANT DE SEGUY ...

Dans une lettre que publie cette semaine l'«Express», le milliardaire Dassault se déclare d'accord avec une nationalisation de ses usines. Dans cette lettre adressée au giscardien Servan-Schreiber, Dassault déclare :

«J'ai repris le texte de votre conférence de presse du 5 février 1973 au cours de laquelle vous préconisez, pour la remise en ordre de l'industrie aéronautique, la nationalisation de mes usines, et d'en faire une seule société avec la SNIAS. J'avais rappelé publiquement à cette époque, à votre demande, comme je l'avais dit en maintes occasions, que si le gouvernement de France décidait la nationalisation de mes usines, je n'avais naturellement qu'à m'incliner.

«Si, comme vous le préconisez, l'ensemble de l'industrie des cellules constitue une seule société, j'ai déjà dit que j'aimerais en rester le conseiller technique.

«Si cette décision avait été prise dès cette époque, elle aurait épargné les campagnes de calomnies que nous connaissons...»

En somme, Dassault est

non seulement d'accord avec une nationalisation mais il regrette qu'elle n'ait pas déjà eu lieu.

Il est vrai que Dassault a déjà une solide expérience des nationalisations qui lui a largement démontré qu'il n'avait rien à en craindre. En 1936 déjà, les entreprises de Dassault, qui s'appelaient alors Marcel Bloch, avaient été nationalisées. Dassault en était resté le directeur technique.

Depuis quelques années, de nombreux politiciens gouvernementaux ont envisagé une nationalisation. En 1970, Stoléru, actuel secrétaire d'État, avait rédigé un rapport pour Giscard d'Estaing dans lequel il préconisait une nationalisation.

On indique également qu'en ce moment, dans les milieux gouvernementaux, on envisage sérieusement une nationalisation. Un dossier, rédigé par le dénommé Polge de Combret, serait actuellement sur le bureau de Giscard. Ceci montre avec éclat que les nationalisations ne sont nullement incompatibles avec le système capitaliste et ne sont nullement

une remise en cause de ce système, contrairement à ce qu'affirment les dirigeants du PCF et de la CGT. L'histoire a largement montré qu'à certains moments, la bourgeoisie pouvait recourir à des nationalisations, sans que cela remette le moins du monde en cause l'exploitation des travailleurs. Pris à contre-pied par les bruits d'une nationalisation de Dassault, les dirigeants du PCF, qui veulent présenter les nationalisations comme étant anticapitalistes, s'expliquent non sans difficultés. L'«Humanité» de lundi déclare à ce sujet :

«Il n'est pas inutile de constater que l'idée des nationalisations, un des éléments essentiels du Programme commun de gouvernement, s'est emparée de l'opinion à un point tel que d'aucuns chauds partisans du capitalisme de monopole sont contraints de s'y référer.»

Tout ceci n'empêche pas les dirigeants du PCF et de la CGT de continuer à mener campagne pour de nouvelles nationalisations. C'est ainsi que la CGT demande que les nationalisations de

Après la mort du camarade Mao Tsé-toung, la presse a déversé un flot de commentaires hostiles qui visaient souvent à discréditer la politique extérieure du Parti communiste chinois, et par là-même le Mouvement communiste international. Ces idées ont un écho chez des progressistes et des travailleurs trompés, amis du régime intérieur chinois mais qui sont sceptiques quant à sa politique extérieure.

Ces idées que l'on trouve dans les colonnes de la «Pravda», de l'«Humanité» ainsi que dans «Rouge», sont exprimées avec plus de netteté dans le No 118 du bimensuel «Afrique-Asie» qui se veut être un journal «anti-impérialiste», mais qui semble cacher son drapeau de défenseur d'un nouvel impérialisme.

Dans l'introduction du premier article, Wilfred Burchett commence par jeter des fleurs à l'œuvre du président Mao. Il dit : «Cette

génération restera marquée par l'œuvre de Mao Tsé-toung comme fut la précédente par celle de V. I. Lénine. Que de combats ! Que de succès pour le peuple de Chine ! Que d'apports à la théorie de la révolution ! Que d'exemples fournis à la réflexion des multitudes en lutte !» Que de fleurs empoisonnées, pourrait-on dire. Car il poursuit : «Mais s'il est vrai que le soleil se lève à l'est, il faudra bien chercher l'origine des nuages, qui l'ont parfois accompagné. Fallait-il soutenir les bourreaux des peuples chilien, iranien, angolais et chanter leur gloire...» Voilà où il voulait en venir et où éclate sa rage antichinoise et anticommuniste. Voilà la tactique des antichinois modernes (les révisionnistes), la tactique du «oui mais» pourrait-on dire. Car on ne peut plus attaquer de front par des calomnies aussi ignobles que les anciens antichinois des années 60. Maintenant on essaie de cacher son drapeau par de belles paroles élogieuses, pour mieux faire passer le venin.

Ainsi ces messieurs d'Afrique-Asie attaquent la politique extérieure chinoise sur les thèmes les plus éculés venant droit de Moscou (Chili, Angola, etc.). Mais derrière cela il faut voir le fil directeur de ces grands spécialistes de sinologie, c'est la défense de la politique sociale-impérialiste de Moscou, et le reproche à la Chine de dénoncer cette politique. Ils disent : «Cet état de choses est d'autant plus grave que la Chine en est arrivée à faire de la lutte systématique contre le "social-impérialisme" (c'est-à-dire contre les positions de l'URSS) l'élément focal de sa stratégie diplomatique.»

Et puis c'est aussi les attaques contre le Mouvement communiste international et les partis communistes authentiques, représentés dans les articles comme des «groupes coupés des luttes populaires (qui) ont été conduits de plus en plus à faire passer les préoccupations diplomatiques de l'État chinois avant les impératifs du combat révolutionnaire». Pour illustrer leurs thèses ils prennent l'exemple de l'Amérique latine, essayant de

rer le blason des guérillas castristes, dont la pratique a montré qu'elles étaient vouées à l'échec, et que les «révolutionnaires» d'antan se retrouvaient au PS comme Régis Debray. Tout ceci en attaquant par des calomnies les partis marxistes-léninistes d'Amérique latine dont beaucoup sont à la tête des combats révolutionnaires : le sang versé par leurs militants au Chili, en Bolivie, au Brésil, suffit à montrer qu'ils n'ont jamais fait «passer les préoccupations diplomatiques de l'État chinois avant les exigences du combat révolutionnaire».

Cette haine contre les véritables marxistes-léninistes trouve son apogée quand ils sous-entendent des divergences entre le PCC et le PTA. A ceci il faut répondre par un article d'Albanie nouvelle (No 3) sur la rencontre d'Enver Hoxha à Elbasan avec des spécialistes chinois et albanais : «Le camarade Enver Hoxha a hautement apprécié la grande amitié révolutionnaire albanoise-chinoise. Cette amitié se fonde sur le marxisme-léninisme, et elle est immortelle. Que les ennemis nous calomnient, a poursuivi le camarade Enver ! Il y a quelque temps une campagne a été déclenchée dans le monde capitaliste et révisionniste selon laquelle les rapports d'amitié entre la Chine et l'Albanie se seraient refroidis. Il n'y a pas de calomnie plus ignoble ! Mais cela ne nous étonne pas, car les ennemis n'ont fait et ne feront que ce genre de travail de «sape». Voilà les plumitifs d'«Afrique-Asie» qui reçoivent une réponse bien à propos.

Calomnier la juste ligne du PCC et du mouvement communiste international, essayer de diviser les rangs marxistes-léninistes, voilà une constante des révisionnistes. Afrique-Asie va entièrement dans ce sens, se mettant ainsi dans le camp de l'impérialisme. Etre anti-impérialiste aujourd'hui de façon conséquente ce n'est pas simplement soutenir la lutte des peuples contre l'impérialisme US ou occidental, c'est soutenir la lutte des peuples contre l'impérialisme et le social-impérialisme.

In chemin de Rennes

## « Afrique-Asie »

Des amis du social-  
impérialisme russe  
Des ennemis de la Chine

AMIS LECTEURS AIDEZ-NOUS  
ACHETEZ TOUJOURS  
L'HUMANITÉ ROUGE  
DANS LE MEME KIOSQUE



# QUELLE COORDINATION DES LUTTES ?

## 2 — Tous ensemble et en même temps

Il n'y a pas à l'heure actuelle qu'une seule expérience ou tentative de coordination des luttes. Il y a bien sûr la coordination des entreprises occupées par les travailleurs contre les licenciements massifs et dont le secrétariat est assuré par les LIP. Mais il y a aussi le Comité de coordination des foyers Sonacotra en grève des loyers, il y a de nombreuses tentatives de coordinations locales comme

Quelles sont donc les raisons qui aujourd'hui donnent, dans les actions de la classe ouvrière ou d'autres catégories, tant d'importance à cette volonté de coordonner les luttes. Rechercher et analyser ces raisons c'est déjà comprendre l'importance politique d'une telle question, et la véritable dimension anticapitaliste mais aussi antirévisionniste et antiéformiste des initiatives de coordination des luttes.

### Rompre l'isolement

Comme le titre le No 5 de LIP-Unité, une des premières aspirations, de toujours celle-là, qui anime des travailleurs en grève c'est de faire connaître leur action, d'être soutenus largement et de s'unir avec d'autres, l'unité des exploités étant leur seule véritable force contre la minorité des exploités. Aujourd'hui la situation économique est telle, que les

entreprises occupées sont bien plus nombreuses qu'il y a deux ans mais la plupart du temps bien plus isolées ou ignorées du fait même de cette multiplication des conflits. On ne peut aujourd'hui par exemple développer une action nationale de soutien à une lutte contre les licenciements dans une seule entreprise comme cela fut fait par LIP en 76 par exemple. D'où la nécessité de coordonner tous les conflits qui ont les mêmes caractéristiques.

### Etre efficace

Précisément compte tenu de la situation actuelle de crise profonde économique et politique, il n'est pas possible de considérer que la lutte contre les licenciements dans une entreprise est une lutte dirigée contre un patron isolé mais bien contre l'ensemble des patrons et l'Etat qui les représente. Il ne saurait y avoir de succès dans ces luttes

à Clermont-Ferrand autour de la SCPC, dans les trusts et les grandes entreprises de plusieurs établissements il y a des initiatives de coordination, chez les travailleurs sociaux en formation, dans les centres de formation professionnelle pour adultes, et des entreprises frappés par la répression patronale et gouvernementale (Câbles de Lyon, SEP Bordeaux, etc.) également.

sans rapport de force contre la classe bourgeoise, contre l'Etat capitaliste.

Pareil contre la répression et les licenciements pour faits de grève, de délégués syndicaux et ouvriers combattifs, c'est directement le gouvernement, par l'intermédiaire du ministre du Travail, qui a eu l'occasion de licencier certains militants et c'est même lui qui a conseillé à de nombreux patrons d'engager des procédures de poursuites pénales ou de licenciement en cas de séquestration, occupation de locaux, ou autres formes de lutte classe contre classe sans esprit de conciliation.

De même dans un trust, à l'EDF, aux PTT ou ailleurs, l'expérience a prouvé maintes fois que l'action localisée à une usine ou un secteur sera fort peu souvent couronnée de succès, sauf pour des revendications propres au secteur et limitées.

C'est par une action coordonnée à l'échelle de toutes les usines que les travailleurs de Tréfinmétaux

ont pu faire retirer par la direction du groupe sa plainte contre des ouvrières de Coueron pour séquestration.

Dans les entreprises régies par un statut unique (SNCF par exemple) la direction ne cédera pas à une partie du personnel d'un endroit sans être contrainte de le faire partout. A l'inverse, pour une même situation professionnelle (travailleurs sociaux en formation), la division, l'anarchie (organisée volontairement) des statuts du personnel ne peuvent être combattues et supprimées là aussi que par une coordination effective des luttes.

### Le contrôle des objectifs et des moyens de lutte par les masses

Nous abordons ici une des caractéristiques idéologiques et politiques essentielles du présent développement des initiatives de coordination. En effet ces initiatives ont pour but de regrouper des travailleurs en lutte afin qu'ils se donnent une direction et une orientation communes, mais à partir des intérêts et des besoins de la lutte déterminés par les travailleurs. Suivant en cela les enseignements de tous les mouvements de masse prolétariens les assemblées générales de grévistes discutent, contrôlent et proposent les mots d'ordre, les actions de la coordination. Les délégués sont des délégués élus dans l'action et sont mandatés par leurs camarades pour participer à la coordination (c'est le cas des foyers Sonacotra, de la coordination de Besançon, de la FPA ou d'autres encore).

Cette volonté de contrôle et d'élaboration dans le cadre de la démocratie prolétarienne entraîne inévitablement l'opposition et l'affrontement avec les directions syndicales et politiques réactionnaires qui, elles aussi, prétendent précisément coordonner à leur façon les différentes luttes de la classe ouvrière. La direction de la CGT et de la CFDT ne peuvent tolérer ces initiatives, car si elles ne



### Bordeaux

## A BAS LA REPRESSION ANTIGREVE

Jeudi 21 octobre à la Cité administrative à l'occasion d'un rassemblement appelé par l'intersyndicale CFDT-CGT de la cité avec la participation des délégations syndicales des usines Bordeaux-Sud (occupée depuis juillet) et des Tissus St-Joseph (travailleurs en lutte contre la liquidation de l'entreprise) une collecte de soutien a été organisée au profit des travailleurs des magasins Suma-Mammouth.

Ceux-ci ont repris le travail dans l'unité, mardi 19 au matin, après trois semaines de grève active (piquets dissuasifs à l'entrée des parkings). La lutte avait été engagée initialement pour la satisfaction des revendications suivantes : même grille de salaire entre Suma et Mammouth (dont la direction unique est Doc François) ; augmentation uniforme de 200 F ; salaire de base à 1 800 F.

Devant la détermination des travailleurs sous la conduite de leur section syndicale CFDT, la direction a cherché à briser leur grève en embauchant illégalement des auxiliaires, en faisant intervenir les flics sur le parking du Mammouth à Bègles.

Les vendredi 15 et samedi 16, les travailleurs, appuyés par les associations de consommateurs (CSF et ex-APF) bloquent avec succès le parking du Suma de Mondésir à Mérignac, en informant les clients.

La réaction de la direction ne se fit pas attendre :

- 42 avertissements avant licenciement ;
- 4 mises à pied de 3 jours pour 2 délégués et 2 militants CFDT.
- non-reconduction de contrats temporaires alors que leur renouvellement était prévu.

Mercredi 20 au matin, une rencontre eut lieu avec la direction qui accepta d'enlever les 42 avertissements et de retirer sa plainte pour « entrave à la liberté du commerce », tout en maintenant les autres sanctions. Des débrayages sont en cours pour obtenir la suppression des autres sanctions (mises à pied et contrats temporaires non reconduits). Une assemblée générale avait lieu jeudi 20 à l'UD CFDT. La lutte continue pour la satisfaction des revendications initiales et le maintien de l'emploi pour tous.

Correspondant HR.

### Orléans

## ACTION DE MASSE DES HOSPITALIERS

Les hospitaliers d'Orléans et de la Source étaient en grève le 21 octobre pour : 5e semaine de congés payés ; 13 heures supplémentaires comme à Paris ; 300 F pour tous ; titularisation des temporaires.

Cette journée de grève qui a été décidée par les deux syndicats, CFDT et CGT, qui devait être départementale, a été sabotée au dernier moment par le groupement départemental CGT, qui préparait le rassemblement du 23 à Blois.

A l'hôpital d'Orléans-La Source, un meeting était prévu dans le hall des visiteurs. Le directeur et la Direction de l'action sanitaire et sociale l'avaient interdit. Vers 9 h 30, les hospitaliers descendaient de leur service, d'autres arrivaient de l'hôpital d'Orléans, à 10 heures, nous étions à peu près 400.

Pour la première fois, beaucoup d'hospitaliers se sont succédés au micro démontrant : la qualité des soins faits au malade ; d'autres, les conditions déplorables de travail, comme à la cuisine tenue par Borel ; le fait que les chefs de service n'étaient pas du côté des travailleurs hospitaliers (par exemple les opérations non urgentes faites ce jour-là).

Vers 11 heures, la direction a appelé 2 représentants syndicaux par rapport au rassemblement que le directeur avait interdit.

Ils s'y rendaient quand un délégué a dit : « On y va tous ». Tout le monde s'est rendu dans les locaux de la direction avec les délégués, le directeur s'est enfermé avec les flics dans son bureau.

Voyant la détermination des grévistes, le directeur prétextait que la rencontre était pour les informer que le snack était ouvert. Sachant cela, spontanément, tous les grévistes se retrouvèrent au snack et mangèrent gratuitement.

Les hospitaliers se sont montrés déterminés ; dans la lutte, ils ont montré qu'ils voulaient aller jusqu'au bout.

Ils voient de plus en plus clairement le rôle que l'on veut leur faire jouer au nom de la conscience professionnelle, du dévouement auprès des malades alors qu'ils voient tous les jours que les chefs de services, l'administration, n'ont rien à faire des malades, sauf quand c'est une personnalité.

Cette grève a été un enseignement pour les hospitaliers car ils se sont aperçus que tous ensemble ils n'ont rien à craindre de la direction et des chefs ; et que ce n'est pas que les syndicats qui font la grève mais réellement tous les hospitaliers unis.

Correspondant HR.

### Angers

## DEVELOPPONS LE SOUTIEN A POUTEAU

Pouteau Angers est en grève depuis 4 semaines. Les sections syndicales CGT-CFDT de la cité administrative d'Angers décident d'apporter leur soutien financier aux grévistes. Lundi 18, une forte délégation de Pouteau prenait place aux sorties de la cité administrative et devant le restaurant administratif aidée par les militants de la cité.

La solidarité des travailleurs était grande, ceux-ci n'acceptant pas que les travailleurs supportent la crise et soient licenciés.

Au bout d'un moment, le commissaire adjoint d'Angers a demandé aux militants de quitter la cité sur ordre du préfet ou sinon il les ferait dégager par les flics. Devant la détermination des grévistes et des militants qui avaient battu le rappel devant cette menace, le préfet et son commissaire ont capitulé. Ce dernier est parti, on ne l'a plus revu et la collecte s'est terminée sans problème.

Cette semaine le soutien va continuer, un mini-meeting de popularisation de la lutte des Pouteau et une nouvelle collecte auront lieu devant la cantine de la cité.

Correspondant HR.

définissent pas encore clairement les luttes politiques qui doivent être les leurs, la pratique qu'elles développent conduit au rejet du révisionnisme et du réformisme pour peu que les marxistes-léninistes apprennent au cœur de ces expériences en y participant activement, en les impulsant et osant aider les travailleurs qui s'y trouvent à mener une lutte ferme contre le révisionnisme et le réformisme. C'est ce que nous verrons demain.

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN,  
NÉ LE JETEZ PAS !  
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !



COMMUNIQUE DE PRESSE

## 180 EMPLOIS A CARON OZANNE LEVÉE DES INCULPATIONS

Dans une situation de chômage endémique les ouvriers de l'imprimerie Caron-Ozanne ont été eux aussi touchés par les licenciements.

Depuis 16 mois ils se battent pour le maintien de leur emploi. Ils se battent comme l'ont fait et le font les travailleurs du livre (14 imprimeries occupées) et des autres secteurs (250 entreprises occupées).

Il y a 12 000 chômeurs dans le Calvados, à qui fera-t-on croire que le droit au travail est un droit élémentaire et fondamental quand le pouvoir et le patronat ne pardonnent pas aux travailleurs de Caron-Ozanne leur lutte pour recouvrer ce droit.

Après le licenciement arbitraire d'un délégué syndical FFTL CGT à Alençon, après les condamnations de travailleurs du Parisien libéré, après l'évacuation par la police des travailleurs de Caron-Ozanne et de l'IMRO, pouvoir et patronat continuent l'escalade de la répression. Aujourd'hui, se battre pour le droit au travail est un crime : 9 travailleurs de Caron-Ozanne sont inculpés !

Nous appelons toutes les organisations syndicales et politiques qui nous soutiennent à redoubler leur solidarité dans notre lutte pour la satisfaction de nos revendications : 180 emplois à Caron-Ozanne, levée des inculpations.

Section de Caen

Fédération française des travailleurs du livre CGT  
Section du livre CFDT de Caen.

A L'ANPE

# La lutte continue

Depuis le mercredi 6 octobre, jour où l'agence pour l'emploi du 15e a brûlé, les travailleurs refusent de reprendre le travail dans un local non conforme aux normes de sécurité. Bien que les salaires aient été suspendus depuis le 14, ils persistent dans leur décision et ont entrepris diverses actions pour obtenir gain de cause.

Le 18 octobre, 150 travailleurs ont occupé pendant 7 heures la direction générale d'Issy-les-Moulineaux malgré une présence policière importante. Ils se sont servis du telex ANPE pour prévenir les usines d'Issy qui étaient prêtes à envoyer des délégations en cas d'intervention policière. Mais le directeur n'a pas osé faire intervenir les flics et s'est contenté de rester terré sous bonne garde dans son bureau. A la fin de la journée il a accepté de recevoir une délégation mais sans aucun résultat. Il faut ajouter que les travailleurs n'étaient pas dans leur ensemble pour une telle délégation de pontes syndicaux et l'avaient déjà montré la semaine précédente en faisant une délégation massive à 40.

Le 20 octobre, 300 travailleurs se sont rendus en manifestation devant le ministère du Travail, mais bloqués au métro Invalides par un cordon de flics impressionnant, ils n'ont pas pu faire jonction avec la manifestation des travailleurs des Câbles de Lyon, de Bourgogne Electronique, etc., que beaucoup d'ailleurs ignoraient, les syndicats n'ayant pas semble-t-il trouvé bon de les informer. Une délégation de 8 personnes a eu une entrevue avec un sous-

fifre sans que ça donne grand-chose. Ce n'est pas étonnant, mais ce qui est plus curieux c'est la façon dont cette délégation a été décidée. Lorsque le sous-fifre a fait savoir qu'il acceptait de la recevoir chacun des deux pontes CGT et CFDT qui ne sont en aucune manière des délégués du personnel de l'agence en lutte mais des dirigeants syndicaux haut placés, a constitué son «équipe». C'est ainsi qu'un député du 20e arrondissement qui n'avait certes pas été choisi par le personnel et se trouvait là à l'instigation des pontes a pu faire partie de la délégation et plastronner au ministère. Par contre une seule travailleuse de l'agence y a participé et encore comme par hasard cette déléguée CFDT est de la même couleur politique (Ligue trotskyste de Krivine) que le ponté CFDT.

Les non-syndiqués ont été particulièrement mécontents de ces méthodes ainsi que les chômeurs qui accompagnaient les employés ANPE. Un certain nombre d'employés ne vont pas manquer de se poser des questions. Déjà mardi à l'agence de Belleville le responsable CFDT qui a d'ailleurs un poste équivalent à sous-directeur a invité Paul Laurent, dirigeant du PCF. Mardi 28 les syndicats ont décidé sans avoir consulté le personnel de l'agence Lourmel, qui est pourtant le principal concerné, une journée portes ouvertes de sensibilisation, qui peut être positive sous certains aspects, mais où ils parlent de «sensibiliser» tout particulièrement les élus : on peut être sûr que les élus vont dénoncer les conditions d'insécurité, mais que vont-ils proposer d'autre que les soi-disant solutions du Programme commun. Nous ne voulons pas servir de publicité à ces politiciens bourgeois qui ne veulent que se servir de notre lutte à leurs propres fins.

C'est pourquoi nous expliquerons dans les agences qu'il est bien de faire une journée portes ouvertes, mais qu'une marque de soutien plus important consisterait à se mettre en grève pour appuyer notre lutte. Nous mettrons également les travailleurs en garde contre les décisions prises à huis clos en dehors d'eux et leur montrerons que les propositions d'actions doivent venir en priorité des travailleurs concernés.

## SOUSCRIPTION SONACOTRA

Nous publions la suite de la liste de souscription parvenue au journal ; que tous nos lecteurs et amis persévèrent dans ce travail indispensable :

Total précédent	5 376,20 F
Soutien à Sonacotra	59,45 F
Individuel	10,00 F
Soutien	50,00 F
Collecte fac d'Orsay	243,35 F
CDHR Victoire	500,00 F
Sousc. de masse	34,00 F
Soutien à nos valeureux frères immigrés GG	20,00 F
MY	10,00 F
AB	110,00 F
CDHR B	660,00 F
GJ	100,00 F

Total au 24/10/76 5 173,00 F

## TRAVAILLEURS



## Allonnes (Sarthe) : Contre la société Montenay

# OUVRIERS DE LA CHAUFFERIE ET LOCATAIRES UNIS DANS LA GREVE

Allonnes est une cité dortoir de 15 000 habitants, à 6 km du Mans. Il s'agit essentiellement d'une ZUP de 2 500 appartements HLM flanquée de quelques résidences — chauffée par une chaufferie unique exploitée par la société Montenay —. La population est essentiellement ouvrière.

## 1 — LA GREVE DES OUVRIERS

Il y a longtemps que les ouvriers de la chaufferie dénonçaient leurs conditions de travail et de salaire : ils gagnent entre 1 600 et 1 800 F par mois tout compris et sont en nombre insuffisant pour assurer correctement le fonctionnement de la chaufferie. Il faut dire que le chauffage d'Allonnes fait l'objet d'un contrat au forfait avec la mairie ce qui fait que les locataires paient un prix calculé sur des moyennes de consommation de combustible et de services (salaires des ouvriers...) et de Montenay assure ses profits en économisant au maximum le charbon et le fuel (donc il chauffe mal les appartements, il fournit l'eau chaude juste tiède, etc.) il économise aussi sur le nombre de salariés et sur le montant des salaires. Ce qui entraîne une insécurité grave : ainsi un seul ouvrier est chargé la nuit de la marche des chaudières. Il est facile d'imaginer ce qui pourrait se passer en cas d'accident !

Déjà l'an dernier, les ouvriers s'étaient déclarés en grève illimitée, mais vite ils durent céder aux menaces de Montenay et n'obtinrent qu'un bleu de travail pour l'année ! Le délégué fut muté et d'au-

tres ouvriers menacés de licenciement.

Cette année, le 7 octobre, ils décidèrent de prolonger le mouvement de grève nationale par une grève illimitée sur les revendications suivantes : 400 F par mois pour tous ; le 13e mois ; un conducteur de chaudière en plus et diverses primes (salissures, nuit, etc.).

Ils se basent sur la situation prévalant dans d'autres chaufferies, dont les salaires sont de 700 F environ supérieurs aux leurs.

Dès le déclenchement décidé de la grève, ils prirent contact avec Etienne, ponté de l'UD-CGT et du PCF, qui leur conseilla... de rechercher d'abord la négociation qu'on leur refuse depuis plus d'un an et de ne déclencher la grève, c'est-à-dire couper le chauffage à Allonnes, qu'en dernière extrémité, leur disant qu'il est important de ne pas se mettre la population à dos et que leur grève serait à coup sûr combattue par les Allonnais.

Malgré ces pressions, ils décidèrent de ne pas renoncer à leur grève — mais deux lignes s'opposèrent — les uns estimaient qu'il fallait que cela reste «intérieur» à la société Montenay et d'autres pensaient qu'il fallait populariser la grève et rechercher tous les soutiens possibles.

## 1ère négociation : des brouilles

Une première négociation eut lieu 2 jours après le déclenchement de la grève : le patron proposa 2 % d'augmentation... soit 30 à 40 F par mois !



La popularisation par l'Amicale des locataires.

Les ouvriers qui sont présents jour et nuit à la chaufferie, estimèrent à juste titre que le patron se moquait d'eux, rejetèrent ces propositions et organisèrent de nombreuses coupures dans le chauffage urbain, que la maîtrise avait remis en route tant bien que mal.

Contacts furent alors pris avec l'Amicale des locataires et la popularisation commença : les grévistes firent des communiqués de presse et des affichettes à placer dans les halls, expliquant leur lutte, tandis que l'Amicale, également par communiqués et affichettes, apportait son soutien aux grévistes, dénonçant Montenay responsable du manque de chauffage par son refus de satisfaire les revendications des grévistes, et affirmait qu'elle prendrait toutes dispositions pour ne pas avoir à payer les jours de chauffage mal assurés, afin que la grève coûte cher à la SA Montenay.

## 2e négociation : tentative de division

Lors de la 2e négociation, les propositions de la direction furent plus substantielles : des augmentations de 50 à 300 F par mois... mais à la tête du client, tentant d'acheter certains ouvriers et des les opposer aux autres. Ils décidèrent unanimement de refuser ces propositions — et une intervention commune avec l'Amicale fut décidée sur le marché.

Un tract de l'Humanité rouge, popularisant la grève fut distribué à 3 000 exemplaires et très bien accueilli par les habitants. Dans le même temps, des affiches couvraient les murs de la cité : «Montenay, paie tes ouvriers, chauffe-nous, et cesse de nous voler !».

(A suivre).



informations générales

Accidents du travail

# Le capitalisme mutilé et tue

La revue patronale «Le Moniteur du bâtiment et des travaux publics»\* du 18 septembre 1976 publie les statistiques relatives aux accidents du travail.

Ceux-ci sont intéressants à plus d'un titre. Mais examinons d'abord les chiffres fournis par la Caisse nationale de l'Assurance maladie des travailleurs salariés.

Pour l'ensemble des salariés assujettis à la CNAM

(Soit 13 575 720 sur un total de 17 389 000 salariés soit 78 % des salariés)

La tendance à la baisse enregistrée en 1973 s'est transformée en une augmentation du nombre d'accidents avec arrêt et des accidents graves. Le nombre de décès pour l'ensemble continuant à diminuer.

Le nombre de journées indemnisées pour incapacité de travail temporaire ont augmenté en un an de 4,84 %.

Dans le bâtiment et les travaux publics

Ce secteur est connu pour être celui où les accidents

sont les plus fréquents et les plus graves.

Les salariés assujettis à la CNAM dans le BTP (90 % de l'ensemble) ont diminué de 0,58 %.

En 1973 on avait remarqué une diminution des accidents de travail dans le BTP. Ceci était surtout dû à la grève des travailleurs des cimenteries à la fin de 1973. Cette grève avait obligé de nombreux patrons à mettre les travailleurs en chômage technique.

Dans ce secteur les journées indemnisées ont également augmenté ( 5,53% ).

bliées les orientations proposées par le comité de l'emploi et du travail (ou plutôt du chômage !).

Ces orientations prévoient une diminution du nombre de salariés dans le BTP\*\* (- 1 %), mais également une augmentation de la productivité horaire. Celle-ci augmenterait de 6,8 % en moyenne par an.

Les travailleurs sont donc fixés sur les intentions des entrepreneurs capitalistes. Licenciements et exploitation accrue font partie de leur programme. Celui de la classe ouvrière sera celui de la lutte, aussi bien contre les licenciements et pour l'amélioration des conditions de travail, que pour débarrasser notre pays de la classe exploiteuse.

\* Le Moniteur : hebdomadaire patronal traitant des travaux, du matériel et de la technologie dans le bâtiment et les travaux publics.  
\*\* Bâtiments et travaux publics.

Types d'accidents	Ensemble salariés		Salariés du BTP**	
	Nbre accid. en 1974	Évolution 74/73	Nbre accid. en 74	Évolution 74/73
Total accidents du travail avec arrêt	1 154 376	+1,46 %	307 334	+0,44 %
Accidents graves	119 796	+3,63 %	34 738	+2,52 %
Décès	2 117	-5,74 %	837	+1,58 %

Quelles conclusions

Tout d'abord la chute du nombre de salariés (-0,58 %) ne reflète pas la diminution réelle. Les licenciements représentent un taux plus important tournant autour de 2 % dans le BTP.

Mais ces chiffres, même un peu faussés, nous montrent la tendance et sont donc très utiles aux travailleurs.

Alors que les patrons licencient, l'exploitation de la classe ouvrière se fait de plus en plus féroce.

Tout cela est bien dans la logique du capital et surtout en période de crise. Il y a là un exemple concret où la bourgeoisie fait payer sa crise par la classe ouvrière.

Les prévisions du Vile plan

Dans le «Moniteur» du 18 avril 1976 étaient pu-

son des travailleurs participant à la production, ayant reçu une formation médicale. Enfin, tout cela est possible parce que fondamentalement, ce n'est plus la loi du profit maximum pour une poignée de capitalistes qui décide des cadences, des normes de production, etc.

La bourgeoisie capitaliste exploite les travailleurs jusqu'à les assassiner uniquement pour s'engraisser un peu plus. Dans notre pays «libéral avancé», un travailleur est ainsi assassiné toutes les 30 min et 1 blessé grièvement toutes les 5 min. Et ces assassinats sont légaux parce que la loi, c'est la bourgeoisie qui l'a faite ; la justice qui l'applique ne peut qu'être au service des patrons. Aussi s'en remettre uniquement à cette justice truquée d'avance, comme le fait la CGT, c'est démobiliser les travailleurs, c'est tromper consciemment la classe ouvrière. Cela ressemble au paternalisme sordide et crapuleux des patrons fascistes de Fournier qui versent des larmes de crocodile.

De la justice et de la pitié des ennemis de classe, les travailleurs n'en ont rien à faire ! Tôt ou tard, la classe ouvrière vengera ses morts. Pour le moment, il nous faut imposer des conditions d'hygiène et de sécurité, l'arrêt des cadences infernales ; il faut nous mobiliser contre la répression patronale. Cela ne peut s'obtenir que par la lutte et non «par la justice».

Les communistes marxistes-léninistes de l'hôpital de Dijon,

Récemment, une travailleuse des laboratoires Fournier, rue Petitot à Dijon, a été assassinée par la bourgeoisie capitaliste. L'accident mortel du travail (comme dit la presse réactionnaire et le syndicat CGT) s'est produit alors qu'il n'y avait absolument aucune mesure de sécurité. De plus, la mutation de cette travailleuse à ce poste de travail, sans formation, était une mesure de répression que les patrons fascistes de Fournier utilisent souvent. Enfin, il serait naïf de croire que les travailleurs qui bossent dans un labo pharmaceutique sont assurés en cas d'accident, d'être mieux ou plus vite secourus que dans les autres boîtes.

La vie des travailleurs n'intéresse pas la médecine actuelle ; une fois de plus, celle-ci a démontré son caractère de classe au service des patrons. Chez Fournier qui produit des milliers de m2 de sparadrap et des tonnes de médicaments, une travailleuse peut mourir parce qu'elle a eu le bras broyé dans une machine et cela parce que sur place il n'y a rien pour la secourir efficacement.

En Chine socialiste, où la classe ouvrière exerce sa dictature, cette travailleuse ne serait pas morte, d'abord parce que les règles de sécurité sont décidées collectivement par les ouvriers eux-mêmes et appliquées ; ensuite, parce qu'il existe une médecine au service du peuple : dans chaque atelier, par exemple, il y a des «médecins aux pieds nus», qui

## Ni plan Barre ni programme commun

Les marxistes-léninistes ont entrepris dans toute la France une campagne d'agitation et de propagande dans le cadre de la lutte contre le plan Barre, campagne centrée sur le mot d'ordre «Ni plan Barre, ni Programme commun». En effet, il ne suffit pas de lutter contre l'application du plan Barre. Il faut aussi dénoncer les tentatives de récupération de cette lutte par les révisionnistes et cet autre plan capitaliste qu'est le Programme commun. Face à ces plans bourgeois qui visent à la sauvegarde des monopoles il n'y a qu'une solution, la lutte classe contre classe dans les entreprises et les cités, et l'action révolutionnaire de masse qui seule pourra renverser le capitalisme.

L'Humanité rouge met au service de cette campagne une nouvelle affiche que vous pouvez vous procurer dès maintenant.



## La fameuse «indépendance» des magistrats

La délégation de Haute-Normandie du Syndicat de la magistrature vient récemment de critiquer dans un communiqué la présence, au cours d'un déjeuner offert par les dirigeants du quotidien «Paris-Normandie», de plusieurs magistrats rouennais de haut rang : le premier président et le procureur général «près de la cour d'appel», ainsi que le président du tribunal de grande instance et le procureur de la République. Tout ce beau monde était rassemblé autour d'une riche table avec le maire de Rouen et un de ses adjoints en même temps directeur délégué du groupe de presse de Robert

Hersan alors que la direction de Paris-Normandie passe actuellement au tribunal de Rouen dans le cadre d'un procès qui l'oppose aux syndicats de journalistes.

La délégations régionale du Syndicat de la magistrature souligne «l'incohérence de la hiérarchie judiciaire, qui au nom de l'obligation de réserve multiplie les tracasseries et les poursuites disciplinaires contre les magistrats... Alors qu'en même temps elle se compromet avec les dirigeants d'un important groupe de presse». On sait que les magistrats progressistes qui, lors d'af-

taires scandaleuses en portent certains éléments devant l'opinion se font sévèrement rappeler à l'observation de «l'obligation de réserve» par la hiérarchie judiciaire, voire comme cela a été le cas en ce qui concerne plusieurs d'entre eux tels le juge de Charette ou le juge Pascal par le ministre de la Justice.

Celui-ci, Lecanuet, devenu depuis il est vrai, ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire était justement présent à ce déjeuner. Comme quoi l'obligation de réserve est à sens unique de même que la fameuse indépendance des magistrats. Elle est destinée à laisser le peuple et les travailleurs dans l'ignorance du contenu réel des affaires judiciaires qui le concernent, alors que les magistrats ont au contraire le feu vert pour mettre au point leurs «petites affaires» avec les autres rouages de l'Etat bourgeois.

**ÉCOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES !**

	heures de Paris	longueur d'ondes	fréquences
TIRANA	16h00-16h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	17h00-17h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	19h00-19h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	21h00-21h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	22h00-22h30	31 m 42 m 215 m	9677 kc 7143 kc 1395 kc
	23h30-24h00	31 m 42 m 206 m	9677 kc 7143 kc 1456 kc
PÉKIN	6h00-6h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	19h30-20h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	20h30-21h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	21h30-22h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	22h30-23h30	42,7 m 42,4 m 45,9 m	7026 kc 7075 kc 6536 kc

**IMPORTANT :** Les longueurs d'onde 215 et 206 m (Tirana) sont dans la gamme des ondes moyennes (OM ou MW). Les autres longueurs d'onde, dans les bandes des 30 et 40 m, sont dans la gamme des ondes courtes (OC ou SW).  
Si votre poste est gradué en MC au lieu de KC c'est facile de transformer : il suffit de diviser par 1 000 : 9677 kc équivaut à 9,677 mc.

**QUAND VOUS  
AVEZ LU LE  
QUOTIDIEN  
NE LE JETEZ PAS !  
DONNEZ-LE  
OU AFFICHEZ-LE !**



culturel

Radio

Vendredi dernier

## Les impérialistes français «enquêtent» sur les réunionnais

Au départ, cette émission se voulait une enquête objective sur l'adaptation des Réunionnais en France. En fait, il s'agissait surtout de prouver, dans le cadre de la visite de Giscard à la Réunion, que les Réunionnais «sont Français» et qu'ils doivent s'estimer heureux de trouver du travail en France car là-bas il n'y a rien que «des rêves» ! En fonction de cette situation, on nous a suggéré habilement que «l'âme réunionnaise et française sont éternellement faites pour s'entendre». Pourtant, tous les Réunionnais interrogés au

cours de l'émission, souhaitaient tous rentrer dans leur pays. Comment résoudre la contradiction messieurs les impérialistes français ? Debré nous répond : par la scolarisation et une formation professionnelle avancée...

Gageons que la bourgeoisie française «installée» à la Réunion et dont le principal but est de tirer profit de cette colonie fera tout pour tenter de leur faire «passer la pilule» et nous faire oublier qu'elle est la principale responsable du chômage à la Réunion.

DU 23 AU 31 OCTOBRE 1976

L'ASSOCIATION BONDY-CULTURE ET  
L'ASSOCIATION DES AMITIÉS  
FRANCO-CHINOISES  
PRESENTENT A BONDY

### APPROCHE DE LA SOCIÉTÉ CHINOISE

PROGRAMME  
MARDI 26 OCTOBRE

15 heures : Club du 3e âge heureux.

Images et musique de Chine, commentées par un voyageur français (été 1975)

17 heures : Lycée féminin.

Rencontre avec les étudiants chinois avec la participation de Mme Trotignon, professeur d'histoire et géographie, de retour d'un séjour de 2 ans en Chine.

21 heures : Salle Jean Giono.

«RUPTURE», film chinois de 1975, ayant pour thème la lutte des classes dans l'enseignement en Chine en 1950, c'est, pour reprendre la citation de Mao Tsé-toung, la «rupture entre l'éducation chinoise traditionnelle et la formation de "travailleurs cultivés" ayant une conscience socialiste» suivi d'un débat animé par Mme Trotignon.

MERCREDI 27 OCTOBRE

Salle Jean Giono de 13 h 30 à 15 heures  
et CPRA à partir de 17 h 30 :

SEANCE DE CINÉ-JEUNES : «Le coq chante à minuit» (marionnettes) ; «Deux petites sœurs héroïques de la steppe» ; «Petite sentinelle de la VIIIe armée» ; «Pêcheurs en mer de Chine» ; «Jeunes amateurs de wouchou».

21 heures : salle Edouard Vaillant.

Roger Pic présente les deux volets de son reportage télévisé : «LA CHINE DE MAO», sur l'histoire du peuple chinois depuis 1911.

## ABONNEZ-VOUS AUX PÉRIODIQUES CHINOIS

PEKIN INFORMATION  
1 an — 52 numéros — 21 F

LA CHINE EN CONSTRUCTION  
1 an — 12 numéros — 14 F

A la suite du Congrès de Préhistoire de Nice

# Les profits d'une découverte

Nous avons déjà évoqué sommairement les grandes lignes de la lutte entre le matérialisme et l'idéalisme à propos de l'origine des civilisations humaines. Si personne, aujourd'hui, ne croit plus que nos ancêtres furent Adam et Eve, cela n'empêche pas les «savants» idéalistes de continuer à revenir à la charge. Toutefois leurs «nouvelles» thèses deviennent plus subtiles à mesure que la science et donc le matérialisme historique et dialectique progressent. C'est d'ailleurs dans ce genre de besogne que le philosophe Bergson et le préhistorien Teilhard de Chardin se sont taillés, il y a quelques années, un certain succès dans l'intelligentsia bourgeoise.

### UNE DÉCOUVERTE INTÉRESSANTE...

Lors du 9e Congrès international de préhistoire et de protohistoire (1), qui vient de se tenir, un préhistorien du CNRS (2), Jacques Cauvin, a présenté le résultat de fouilles effectuées sur le site de Mureybet en Syrie. C'est le plus ancien village sédentaire (3) connu à ce jour. Il apporte un éclairage nouveau sur la période néolithique où les sociétés humaines se sédentarisent (3), se mettent à l'agriculture et à l'élevage, se structurent et donc se divisent. La découverte a ceci de caractéristique : de 8 500 années avant Jésus-Christ à 6 500 années avant J.-C., le village a été habité. Or ses habitants continuent à se servir de la pierre taillée et non de la pierre polie qui, en principe, est liée à l'agriculture donc à la sédentarisation (3). Pendant 1 000 ans, ils ont continué à pratiquer la cueillette et non la culture, et ceci sans qu'apparaisse de variation climatique. De même, ils n'ont cessé de pêcher que peu à peu. Enfin, jusqu'à la fin de l'occupation du village, ils ont continué à pratiquer surtout la chasse alors qu'ils connaissaient l'élevage.

### ... SON INTERPRÉTATION PAR LES IDÉALISTES

Forts de cette trouvaille, effectivement très intéressante, certains congressistes n'ont pas craint de déclarer abolies les lois de l'évolution des sociétés humaines qui font dépendre l'organisation de ces sociétés de leurs modes de production et les transformations des contradictions nées de cette même production. Nos «savants» s'en sont même donné à cœur-joie, déclarant que les hommes avaient un jour décidé d'eux-mêmes de changer leur mode de vie et que c'était là la forme la plus haute de la liberté de l'homme : choisir lui-même la voie sur laquelle il s'est engagé (et donc la voie de la société de classe et de l'exploitation de l'homme par l'homme !).

Leurs arguments : toutes les recherches prouvent que dans le cas de Mureybet la cueillette était infiniment plus productive que l'élevage et il est incontestable que la chasse rapporte plus de viande que l'élevage. Tout se passe donc à Mureybet comme si les habitants étaient passés au mode de vie typiquement néolithique, ouvrant la voie à l'histoire, c'est-à-dire aux sociétés de classe, selon une volonté délibérée d'organisation collective et de rentabilité économique et non pas entraînés par l'évolution progressive de la production (puisqu'ils pouvaient très bien choisir de vivre comme avant). Si vous vous reportez aux conceptions matérialistes dialectiques exposées sommairement dans nos colonnes (HR Nos 531 et 532), vous vous rendez compte qu'elles sont en contradiction, apparemment, avec ces faits. Aussi «l'Express» n'a pas hésité, dans un récent numéro, à déclarer le marxisme mort et enterré, et l'idéalisme (primauté de la pensée sur la matière) ressuscité.

Commençons par une mise au point importante. Les éléments «nouveaux», attribués à Mureybet, ne sont pas nouveaux du tout. Depuis longtemps, on connaît dans le Proche-Orient des sites comparables associant la pierre taillée à la pierre polie, donnant la préférence à la nourriture végétale sur l'animale sans pour autant s'adonner à l'agriculture et à l'élevage plus qu'à la cueillette ou la chasse et offrant des signes très nets de vie intellectuelle et religieuse ainsi que des structures d'habitation villageoise et non plus des «foyers de clans» ou des abris. On peut citer notamment le site de Jéricho (Jordanie) et Jarmo (Irak) qui couvrent à peu près la même période que Mureybet. Cette simple remarque suffit à indiquer quel profit la bourgeoisie espère tirer d'un tel congrès où l'on s'acharne à isoler une trouvaille pour en tirer des conclusions générales aussi rétrogrades. Ce n'est pas pour rien que Giscard l'a inauguré personnellement.

### QU'EST-CE QUI DETERMINE LES ACTES DES HOMMES

En réalité la trouvaille de Mureybet représente une étape particulière de transition entre l'âge de la pierre taillée (liée à la chasse et à la vie itinérante) et le néolithique (élevage, agriculture et donc vie fixe).

Le fait qu'une population se fixe sur un lieu est lié au fait qu'elle commence à récolter par priorité des nourritures végétales et à les stocker. Mais cela n'implique en rien l'agriculture dès l'origine même si cela finit par la provoquer. Dans ces conditions, nul besoin de développer la pierre polie d'autant plus que la pierre taillée reste indispensable à la chasse qui continue étant donné le faible rendement de la récolte sauvage, même organisée.

Par contre il est évident que, progressivement, le développement de l'agriculture réduit la chasse par manque de disponibilité et diminution du besoin. D'autre part, il faut remarquer que les gens de Mureybet ont certes continué jusqu'au bout à chasser. Mais il faut dire qu'il y a un embryon d'élevage et que la chasse elle-même s'est spécialisée progressivement

sur les grands herbivores, ce qui est un contrecoup du passage à l'agriculture réelle. On voit donc que nos «savants» ont volontairement dissocié tous les faits et ne les ont pas saisis dans leur évolution. C'est donc bien en définitive, le lent progrès de la production et ses transformations qui ont produit la particularité de Mureybet et non pas la décision soudaine des habitants de changer de vie.

Il faut encore dire que les conditions particulières du Proche-Orient ont joué un grand rôle dans la sédentarisation : ressources diversifiées, nombreux animaux eux-mêmes domesticables et peu mobiles. Ces particularités expliquent qu'on trouve très tôt des villages. Toutefois l'homme reste le facteur essentiel et la naissance des sociétés néolithiques (agricoles) est rendu possible par une subsistance assez abondante que les hommes tirent de la chasse et qui permet de s'attacher à la lente évolution de l'agriculture qui permettra de plus en plus de passer de la recherche de la nourriture à sa production.

La bourgeoisie n'a pas fini de remettre en cause les conclusions scientifiques qui la dérangent. La moindre découverte, elle l'isole, la monte en épingle et prétend que cela porte un coup fatal aux théories matérialistes. Même la science n'est pas au-dessus des classes.

### NOTES :

- (1) Période venant après la Préhistoire.
- (2) Centre national de recherche scientifique.
- (3) Mode de vie qui consiste à se fixer plus particulièrement dans une région, un lieu.



Pour la correspondance  
avec le journal

téléphonez au : 607-23-75

# L'Humanité Rouge

Chine

## LA SATISFACTION EST GÉNÉRALE

Comme nous l'avons déjà indiqué, nous poursuivons la publication de documents de la presse chinoise pour permettre à nos lecteurs de mieux comprendre la situation.

Le «Renmin ribao» a publié le 22 courant un article écrit par le Comité du parti pour le district de Pingchan, province du Hopei, sous le titre «La satisfaction est générale». La nomination du camarade Houa Kouo-feng comme président du Comité central du Parti communiste chinois et président de la Commission militaire du CC du PCC y est chaleureusement saluée ainsi que «la grande victoire remportée par le Comité central du Parti ayant à sa tête le président Houa Kouo-feng qui, fidèle à la volonté du président Mao et incarnant les intérêts fondamentaux et les aspirations communes de tout notre parti, de toute notre armée et de notre peuple multinational, a pulvérisé la clique antiparti de Wang Hong-wen, Tchong Tchouen-kioa, Kiang Tsing et Yao Wen-Yuan qui complotaient de s'emparer du pouvoir du parti et de l'État.»

Cette clique, poursuit l'article, «s'opposait aux trois principes fondamentaux du président Mao : «pratiquer le marxisme et non le révisionnisme ; travailler à l'unité et non à la scission ; faire preuve de franchise et de droiture, et ne pas tramer complots et intrigues» et pratiquait le révisionnisme sous l'enseigne du marxisme. Les «quatre» devenaient une secte, faisaient bande à part, se conduisaient en despotes, se plaçaient au-dessus du président Mao et du Comité central du parti, attaquaient et persécutaient les cadres révolutionnaires en vertu de ce principe : «La vie à ceux qui m'obéissent, la mort à ceux qui me combattent». Après la mort du président Mao, notre grand

dirigeant, la clique antiparti trama des complots encore plus furieux, multiplia les contacts secrets, discourut un peu partout et s'opposa ouvertement au Comité central du parti. Elle dénatura publiquement des directives du président Mao, contenant mal son impatience de s'emparer du pouvoir suprême du parti et de l'État. Comme le président Mao l'a indiqué : «Le révisionnisme au pouvoir, c'est la bourgeoisie au pouvoir». Si les complots de la bande avaient réussi, le parti marxiste-léniniste se serait transformé en parti révisionniste, la dictature du prolétariat en dictature fasciste bourgeoise, la Chine aurait changé de couleur, les travailleurs populaires auraient été replongés dans la misère. Aujourd'hui, le Comité central du parti ayant à sa tête le président Houa Kouo-feng a pris des mesures fermes, éliminant un grand fléau du sein du parti. L'événement nous réjouit au plus haut point et il est applaudi par nous tous.

C'est dans notre district de Pingchan, poursuit l'article, que notre grand dirigeant le président Mao a vécu et combattu. A la veille de la libération de tout le pays, il indiquait dans son «rapport à la 2e session plénière du Comité central issu du 7e Congrès du Parti communiste chinois» rédigé à Sipeipo : après la victoire de la révolution de démocratie nouvelle, la contradiction fondamentale à l'intérieur du pays est «la contradiction entre la classe ouvrière et la bourgeoisie». Il mettait tout le parti en garde : nous devons avoir l'esprit lucide pour faire face à la tactique qu'adoptera la bourgeoisie, tactique de Souen

Wou-kong, le roi des singes, qui se glissa dans l'estomac de la princesse à l'éventail de fer pour s'y démener comme un diable. Débordant de profonds sentiments prolétariens envers le président Mao, la population de notre district étudia consciencieusement sa théorie sur la continuation de la révolution dans la dictature du prolétariat, et a mieux compris dans la lutte sa thèse scientifique selon laquelle la bourgeoisie «existe dans le Parti communiste». Nous étions victimes de la «bande des quatre» qui pratiquait le révisionnisme ; nous lui vouions une profonde haine et voulions depuis longtemps régler les comptes avec elle. Au printemps de 1974, conformément aux directives du président Mao sur l'étude de la théorie de la dictature du prolétariat et sur la prévention et le combat du révisionnisme, nous avons développé le mouvement de masse pour étudier avec application ces théories. Utilisant les mass-media qu'elle contrôlait, la «bande des quatre» a dénaturé sans vergogne la thèse clairvoyante du président Mao selon laquelle le révisionnisme est le danger principal actuel, et colporté délibérément que le danger principal à l'heure actuelle était l'empirisme. Elle a cherché à fourvoyer ce mouvement d'étude. En comparant le style correct encouragé par le président Mao, c'est-à-dire la liaison de la théorie avec la pratique, avec de pareils agissements, nous avons constaté qu'ils bafouent les enseignements constants du président Mao et nous devons résolument les combattre. Toujours en liaison avec la pratique de la lutte

de classes et de la lutte entre les deux lignes, la population de tout le district étudia consciencieusement la théorie de la dictature du prolétariat, prévient et combat le révisionnisme, prenant une conscience toujours plus claire de la nécessité de continuer la révolution sous la dictature du prolétariat.

*Quand la bonne nouvelle\*est parvenue aux champs pétrolifères de Taching elle a mis toute la zone en effervescence. 450 000 personnes ont manifesté pour acclamer la réalisation rapide de la décision clairvoyante prise par le président Mao de son vivant. A cette nouvelle réjouissante, les paysans pauvres et moyens-pauvres de la brigade de production de Tatchai du district de Siyang, province du Chansi, ont déclaré : ces deux grandes victoires\* revêtent une grande signification actuelle et historique pour persévérer dans la ligne fondamentale du parti, combattre et prévenir le révisionnisme, consolider la dictature du prolétariat, empêcher la restauration du capitalisme et édifier le socialisme. Nous devons lever haut encore le drapeau rouge de Tatchai pour mener jusqu'au bout la révolution socialiste.*

Note :\*

*La nomination de Houa Kouo-feng à la présidence du Comité central du Parti communiste chinois, et l'écrasement de la «bande des quatre».* (NDLR)

L'année dernière, après la conférence nationale pour s'inspirer de Tatchai dans l'agriculture, la population du district ne tarda pas à déclencher un mouvement pour suivre l'exemple de cette brigade pilote et populariser les districts de ce type. Or, la «bande des quatre» dénatura la directive du président Mao «faire la révolution et promouvoir la production» et s'opposait vigoureusement à ce mouvement. Cadres et masses de notre district ont liquidé son influence, continué à prendre la lutte de classes comme axe, critiqué à fond le capitalisme et le révisionnisme, travaillé avec une ardeur sans précédent au socialisme, imprimant ainsi un nouvel essor au mouvement pour s'inspirer de Tatchai dans l'agriculture. »

L'article conclut : «nous sommes résolus à nous unir très étroitement autour du Comité central du parti ayant à sa tête le président Houa Kouo-feng, à obéir en tout à ses ordres, à rester toujours fidèles à la volonté du président Mao afin de mener jusqu'au bout la cause révolutionnaire prolétarienne dont il fut le pionnier chez nous. »

